

Accord professionnel
SANITAIRE, SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL
(ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES À BUT NON LUCRATIF)

AVENANT N° 2 DU 6 MAI 2014
À L'ACCORD N° 2011-05 DU 9 SEPTEMBRE 2011
RELATIF À L'OPCA UNIFAF
NOR : ASET1450981M

A la suite de la publication de l'arrêté du 27 décembre 2013 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives dans les activités sanitaires, sociales et médico-sociales à but non lucratif au *Journal officiel* du 11 janvier 2014, les partenaires signataires du présent avenant ont décidé de modifier l'accord de branche n° 2011-05 relatif à l'OPCA de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale privée à but non lucratif en ses articles 5, 11, 13 et l'annexe en ses articles 5, 7, 11 et 12 comme suit :

Article 1^{er}

Organisation d'UNIFAF

Les dispositions suivantes de l'article 5 sont abrogées :

- « Le conseil d'administration paritaire comprend 20 administrateurs répartis en deux collèges :
- pour le collège salariés : 10 administrateurs désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives à raison d'un nombre égal de représentants par organisation. Cette composition sera revue au regard des résultats sur la représentativité syndicale et de l'évolution de la législation ;
 - pour le collège employeurs : 10 administrateurs désignés par l'UNIFED. »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes :

« A la suite de la publication de l'arrêté relatif à la représentativité des organisations syndicales de salariés, le conseil d'administration paritaire est composé de deux membres dûment mandatés par organisation syndicale de salariés représentative dans la branche et d'autant de représentants des employeurs. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 2

Statuts et règlement intérieur

Les dispositions suivantes de l'article 11 sont abrogées :

« Les statuts d'UNIFAF sont annexés au présent accord dont ils constituent une partie. Ils annulent et remplacent les statuts en vigueur à la date de conclusion du présent accord.

Ils peuvent être révisés sur proposition d'une ou des organisations signataires du présent accord ou sur proposition motivée du conseil d'administration paritaire d'UNIFAF. Ces propositions sont adressées à l'ensemble des organisations concernées. »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les statuts d'UNIFAF sont annexés au présent accord dont ils constituent une partie. Ils annulent et remplacent les statuts en vigueur à la date de conclusion du présent accord. Ils peuvent être révisés sur proposition d'une ou des organisations signataires du présent accord ou sur proposition motivée du conseil d'administration paritaire d'UNIFAF. Ces propositions sont adressées à l'ensemble des organisations signataires de cet accord. »

Le reste de l'article est inchangé.

Article 3

Commission paritaire d'harmonisation

Les dispositions suivantes de l'article 13 sont abrogées :

« UNIFAF vérifie lors de ses interventions financières que les règles d'accès aux financements sont remplies et que les priorités et conditions fixées par le présent accord ou en application du présent accord sont respectées.

En cas de refus de financement, le demandeur est informé par écrit du motif du refus qui précise si le refus est fondé sur un motif légal, conventionnel ou tenant aux modalités d'intervention d'UNIFAF ou s'il s'agit d'un manque de ressources financières. Une commission paritaire d'harmonisation est instituée au sein d'UNIFAF. Elle est composée de 10 administrateurs maximum à raison de 5 administrateurs représentant le collège employeurs et de 5 administrateurs représentant le collège salariés à raison d'un nombre égal de représentants par organisation. Cette composition sera revue au regard des résultats sur la représentativité syndicale et de l'évolution de la législation (...). »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes :

« UNIFAF vérifie lors de ses interventions financières que les règles d'accès aux financements sont remplies et que les priorités et conditions fixées par le présent accord ou en application du présent accord sont respectées. En cas de refus de financement, le demandeur est informé par écrit du motif du refus qui précise si le refus est fondé sur un motif légal, conventionnel ou tenant aux modalités d'intervention d'UNIFAF ou s'il s'agit d'un manque de ressources financières. Une commission paritaire d'harmonisation est instituée au sein d'UNIFAF.

A la suite de la publication de l'arrêté relatif à la représentativité des organisations syndicales de salariés, elle est composée paritairement d'un administrateur dûment mandaté par organisation syndicale de salariés représentative dans la branche et d'autant de représentants des employeurs (...). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Article 4

Conseil d'administration paritaire

Les dispositions suivantes de l'article 5 de l'annexe sont abrogées :

- « Le conseil d'administration paritaire comprend 20 administrateurs répartis en deux collèges :
- pour le collège salariés : 10 administrateurs désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives à raison d'un nombre égal de représentants par organisation. Cette composition sera revue au regard des résultats sur la représentativité syndicale et de l'évolution de la législation ;
 - pour le collège employeurs : 10 administrateurs désignés par l'UNIFED. »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes :

« A la suite de la publication de l'arrêté relatif à la représentativité des organisations syndicales de salariés, le conseil d'administration paritaire est composé de deux administrateurs dûment mandatés par organisation syndicale de salariés représentative dans la branche et d'autant de représentants des employeurs. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Article 5

Prise de décision

Les dispositions suivantes de l'article 7 de l'annexe sont abrogées :

« Le conseil d'administration paritaire prend ses décisions par accord entre les deux collèges.

Ces règles seront revues à l'instar de la composition du CAP lors de la mise en place de la représentativité syndicale en tenant compte du poids respectif de chaque organisation syndicale de salariés, et cela au plus tard dans le semestre suivant les résultats. »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les décisions sont prises à la majorité qualifiée de 155 mandats, sachant que le collège employeurs et le collège salariés disposent respectivement de 103 mandats de vote. Pour le collège salariés, chaque organisation syndicale représentative a un nombre de mandats correspondant à son pourcentage (arrondi au chiffre supérieur) de représentativité fixé par l'arrêté de représentativité en cours de validité.

Ces dispositions seront applicables jusqu'au prochain arrêté précisant la représentativité des organisations concernées. »

Article 6

Commissions institutionnelles et groupes de travail paritaires

Les dispositions suivantes de l'article 11 de l'annexe sont abrogées :

« Les commissions paritaires institutionnelles d'UNIFAF sont les suivantes :

- commission financière ;
- commission paritaire d'harmonisation ;
- comité d'éthique ;
- commission paritaire nationale de recours gracieux (CPNRG).

La composition des commissions est fixée par le règlement intérieur. Elles ne peuvent compter plus de 10 membres. »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les commissions paritaires institutionnelles d'UNIFAF sont les suivantes :

- commission financière ;
- commission paritaire d'harmonisation ;
- comité d'éthique ;
- commission paritaire nationale de recours gracieux (CPNRG).

Les commissions sont composées paritairement d'un représentant par organisation syndicale de salariés représentative dans la branche et d'autant de représentants employeurs.

Les décisions prises par la commission paritaire d'harmonisation et la CPNRG sont prises conformément aux règles fixées par l'article 5. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Article 7

Délégations régionales paritaires

Les dispositions suivantes de l'article 12 de l'annexe sont abrogées :

« Les délégations régionales paritaires sont composées à l'identique du conseil d'administration paritaire national, soit 10 membres par collège. Leur composition sera revue lors de la mise en place de la représentativité syndicale.

Elles se réunissent au moins six fois par an. Elles prennent leurs décisions par accord entre les deux collèges.

Chaque délégation régionale paritaire est dotée d'un bureau composé d'un président, président adjoint, trésorier et trésorier adjoint. Il se réunit 10 fois par an ; une réunion exceptionnelle peut être organisée à la demande de la majorité de ses membres ou à la majorité des membres de la DRP et dans la limite des moyens alloués.

Les membres des délégations régionales paritaires sont désignés par leur organisation.

En cas de vacance, l'organisation procède à son remplacement.

La délégation régionale paritaire peut créer des groupes de travail à la majorité de ses membres. »

Elles sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les délégations régionales paritaires sont composées à l'identique du conseil d'administration paritaire national. Elles se réunissent au moins six fois par an.

Les décisions sont prises à la majorité qualifiée de 155 mandats, sachant que le collège employeurs et le collège salariés disposent respectivement de 103 mandats de vote. Pour le collège salariés, chaque organisation syndicale représentative a un nombre de mandats correspondant à son pourcentage (arrondi au chiffre supérieur) de représentativité fixé par l'arrêté de représentativité en cours de validité.

Ces dispositions seront applicables jusqu'au prochain arrêté précisant la représentativité des organisations concernées.

Chaque délégation régionale paritaire est dotée d'un bureau composé d'un président, d'un président adjoint, d'un trésorier et d'un trésorier adjoint. Il se réunit dix fois par an. L'organisation d'une réunion exceptionnelle peut être décidée à la demande de la majorité des membres du bureau ou par la délégation régionale paritaire selon les règles fixées au deuxième paragraphe du présent article et dans la limite des moyens alloués.

Les membres des délégations régionales paritaires sont désignés par leur organisation. En cas de vacance, l'organisation procède à son remplacement.

La création de groupes de travail peut être décidée par la délégation régionale paritaire selon les règles fixées au deuxième paragraphe du présent article. »

Article 8

Agrément et extension

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité légales.

Le présent avenant est présenté à l'agrément dans les conditions fixées à l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Les partenaires sociaux considèrent, par souci de cohérence et d'unicité, que cette condition suspensive s'appliquera à toutes les entreprises et établissements de la branche indépendamment du secteur d'activité concerné, social, médico-social ou sanitaire. Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux partenaires sociaux de permettre que le présent avenant puisse s'appliquer dans les différents établissements et entreprises relevant de la même branche de manière différée ou décalée dans le

temps, voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément.

Il prendra effet le lendemain de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'agrément.

Les parties conviennent qu'elles demanderont l'extension du présent avenant en vue de le rendre applicable à tous les établissements, entreprises et services concernés par le champ d'application.

Fait à Paris, le 6 mai 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UNIFED.

Syndicats de salariés :

FNSS CFDT ;

FSAS CGT.